



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



SOMALIE



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS **2016**



SOMALIE

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Somalie, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-70-10-5

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	v
Remerciements	vii
La Somalie en bref	viii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
3. Performances économiques	8
3.1 Croissance économique	8
3.2 Politique budgétaire	9
3.3 Politique monétaire	10
3.4 Compte courant	11
3.5 Comptes de capital et d'opérations financières	14
4. Développement social	16
4.1 Dynamique démographique	16
4.2 Pauvreté et emploi	17
4.3 Santé	17
4.4 Éducation	18
4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Somalie	20
5. Principaux défis	21
5.1 Tirer parti des ressources naturelles pour la transformation structurelle	21
5.2 L'avenir de la Somalie : Répondre aux besoins des enfants et des jeunes	24
Bibliographie	26

Liste des sigles et abréviations

AMISOM	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie
APD	Aide publique au développement
APP	Aide programmable par pays
BAD	Banque africaine de développement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales
EIIL	État islamique d'Iraq et du Levant
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IDE	Investissement direct étranger
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIP	Union interparlementaire
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Remerciements

La série de profils de pays publiés annuellement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la Somalie a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir et la supervision directe de Andrew Mold, Directeur par intérim du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est. L'auteur principal du profil de pays de la Somalie était Timothy Wilson du Bureau sous-régional en Afrique de l'Est.

Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la CEA a fourni de précieuses observations et des contributions. Nous tenons également à remercier M. Mulugeta Saare, professeur assistant au *College of Engineering and Technology* de l'Université d'État de Virginie pour ses avis d'expert et sa perspicacité.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression de la série de profils de pays 2016.

La Somalie en bref

Informations générales		Classement		Source
Sous-région	Afrique de l'Est	Indice de développement humain	n/a	PNUD
Langue(s) officielle(s)	Somali	Indice d'inégalité entre les sexes (PNUD)	n/a	PNUD
Monnaie	Shilling somalien	Index Ibrahim pour la gouvernance africaine	54/54 (2015)	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Mogadishu	Indice de la facilité des transactions commerciales	190/190 (2016)	Banque mondiale
Appartenance à une/des communauté(s) économique(s) régionale(s)	IGAD, CEN-SAD	Indice de perception de la corruption	174/174 (2016)	Transparency International

Croissance économique



D'après les estimations, l'économie a progressé de 3,7 % et l'inflation a été limitée à seulement 1 % en 2015. Le PIB par habitant de la Somalie est estimé à 450 dollars par an. Par ailleurs, le déficit commercial s'est creusé, atteignant près de 3 milliards de dollars. Ce déficit étant financé principalement par l'aide internationale au développement et les envois de fonds, l'économie est par conséquent vulnérable aux chocs extérieurs. L'agriculture représente environ 60 % du PIB, une part demeurée relativement stable depuis 2000. Le poids des services dans le PIB a augmenté dans les années 1990, mais a stagné depuis. Les services financiers et les télécommunications comptent actuellement parmi les activités de services les plus dynamiques et présentent un potentiel de croissance notable dans l'avenir.

Politique budgétaire



Le Gouvernement fédéral somalien a réussi à accroître les recettes fiscales de manière continue depuis 2013. Malgré cette hausse des recettes, les dépenses publiques en pourcentage du PIB figurent parmi les plus faibles dans le monde. Compte tenu des énormes déficits dans le secteur social et les infrastructures laissés par des années de conflit, une progression sensible des recettes et des dépenses publiques est nécessaire. Le déficit budgétaire a diminué, passant de 6,6 millions de dollars en 2013 à 5,8 millions de dollars en 2014, soit moins de 1 % du PIB. Il a été financé par la dette et par l'aide publique au développement (APD). Si le déficit budgétaire demeure faible, l'encours de la dette extérieure était cependant estimé à 5,3 milliards de dollars en 2014, soit environ 90 % du PIB. Une grande partie de l'encours de la dette a été accumulée avant 1991, année du déclenchement des hostilités. Si les indicateurs du poids de la dette de la Somalie satisfont aux critères de l'aide accordée au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, le pays ne remplit cependant pas encore les autres critères de l'Initiative qui lui permettraient d'en bénéficier.



Politique monétaire

L'inflation à l'échelon national a été faible et devrait se maintenir à environ 3 % en 2016 et 2017. L'économie demeure très largement dollarisée, et la Banque centrale de Somalie a annoncé que l'une de ses premières priorités au cours des cinq prochaines années serait d'introduire une nouvelle monnaie unifiée. Pour y parvenir, il faut tout d'abord renforcer le système monétaire dual actuel, qui repose sur une monnaie locale pour les opérations de faible valeur et une monnaie étrangère pour les opérations plus importantes et l'épargne.



Compte courant

Les transferts courants et le revenu net des facteurs ont tous deux progressé de manière continue et devraient enregistrer une croissance plus rapide en 2016 et 2017. L'APD et les envois de fonds constituent deux des plus vastes sources d'entrée de flux financiers dans le compte courant. L'aide publique nette au développement a augmenté depuis 2010, atteignant un peu plus de 1 milliard de dollars par an. Les envois de fonds entrant dans le pays sont estimés à environ 1,2 milliard de dollars par an, mais ils pourraient être en train de diminuer pour plusieurs raisons, notamment du fait de l'évolution des réglementations dans les pays d'origine. Le déficit commercial s'est légèrement creusé ces dernières années, une tendance qui devrait se poursuivre en 2017.



Comptes de capital et d'opérations financières

D'après des estimations récentes, le solde du compte de capital est demeuré essentiellement inchangé depuis 2013. L'investissement direct étranger a progressé en 2015, atteignant un montant estimé de 516 millions de dollars, signe que les investisseurs étrangers ont confiance en l'avenir économique de la Somalie. Dans le même temps, l'épargne et l'investissement sont restés relativement faibles, laissant un déficit de ressources extérieures d'environ 1,3 % du PIB.



Démographie

D'après le recensement le plus récent (2013), la population somalienne est estimée à 12,3 millions d'habitants. Elle est urbaine à 42,4 %, et composée pour les trois quarts de jeunes de moins de 30 ans. Le taux de déplacement demeure élevé, 9 % des habitants étant répertoriés comme personnes déplacées. Le Département des affaires économiques et sociales (DAES) classe la Somalie comme le troisième pays le plus urbanisé en Afrique de l'Est, derrière deux pays beaucoup plus petits, Djibouti et les Seychelles (DAES, 2014).



Pauvreté

Environ 4,7 millions de personnes en Somalie ont besoin de moyens de subsistance. Un million d'entre elles voient leur sécurité alimentaire gravement menacée et ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires minimums (Conseil de Sécurité, 2016b). D'après les estimations de la Banque mondiale, 69 % de la population vit actuellement avec moins de 1,90 dollar par jour, soit sous le seuil de pauvreté fixé au niveau international. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 82 % de la population vit dans une situation de pauvreté multidimensionnelle (PNUD, 2012).



Emploi

Le taux de chômage des 15-64 ans était estimé à 54 % en 2012. Il était encore plus élevé chez les 14-29 ans, où il atteignait 67 %. Créer suffisamment de perspectives d'emploi pour les jeunes est par conséquent un défi particulièrement pressant. Deux tiers des jeunes interrogés par le PNUD ont déclaré avoir l'intention de quitter le pays (PNUD, 2012), le souhait de trouver un emploi bien rémunéré étant la principale raison citée par 64 % des candidats au départ.



Santé

Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés, ce dernier étant estimé à 109 pour 1 000 naissances vivantes en 2009. Dans le même temps, on estime que 3,2 millions de personnes ont un besoin urgent d'accéder aux services de santé.



Éducation

En raison de l'effondrement de l'État au début des années 1990, l'éducation a été assurée par des prestataires privés, à l'instar de la plupart des autres services sociaux, souvent dans des madrassas (écoles coraniques). Le taux d'alphabétisation en dehors de ces écoles est d'environ 48 % chez les 14-29 ans. Environ 1,7 million d'enfants en âge d'être scolarisés ne reçoivent aucune éducation. Seuls 16 % des adultes (15 ans et plus) ont en outre reçu un enseignement primaire ou au-delà. Enfin, les filles sont plus nombreuses que les garçons dans les écoles coraniques, contrairement à la tendance observée dans les autres écoles.



Genre

La violence sexiste a été un trait caractéristique du conflit somalien, en particulier chez les populations déplacées. Dans le centre-sud de la Somalie, 91 % des jeunes interrogés ont déclaré avoir été victimes de la violence sexiste, contre 10 % dans le Somaliland et 31 % dans le Puntland. Par ailleurs, le droit somalien de la famille accorde aux femmes des droits à l'héritage égaux à ceux des hommes. Cependant, compte tenu de l'existence d'un droit informel et de pratiques coutumières, les femmes reçoivent en réalité souvent des parts d'héritage inférieures à celles des hommes, voire aucune. En août 2016, le Forum national des dirigeants a décidé de prier les chefs de clans de réserver 81 des 275 sièges de la Chambre basse du Parlement à des femmes.

Vue d'ensemble

L'économie somalienne se relève d'une crise prolongée. L'effondrement du régime du Président Mohamed Siad Barre en 1991 a marqué le début d'une période agitée de conflit et de crises humanitaires. On ne dispose pas de statistiques officielles sur cette période, mais on estime que les taux de croissance économique annuels ont été en moyenne proches de zéro ou négatifs dans les années 1990 et 2000 (Banque centrale de Somalie, 2012). Un nouveau Gouvernement fédéral a cependant été établi en 2012, après une amélioration progressive de la sécurité au cours des cinq années qui ont précédé. La stabilité revient désormais dans de vastes parties du pays. On estime que l'économie a progressé de 3,7 % en 2015, dans un contexte d'inflation négligeable (1 %). Le déficit commercial s'est en revanche creusé de près de 3 milliards de dollars. Ce déficit étant financé principalement par l'aide internationale au développement et les envois de fonds, l'économie est par conséquent vulnérable aux chocs extérieurs.

Le développement social en Somalie a été limité par l'insécurité et par la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Entre 450 000 et 1,5 million de personnes ont perdu la vie à cause de la violence ou de la faim depuis le début de la guerre en 1991 (PNUD, 2012). Environ 4,7 millions de personnes en Somalie, soit environ 40 % de la population, ont aujourd'hui un besoin vital d'aide ou de moyens de subsistance. Un million d'entre elles voient leur sécurité alimentaire gravement menacée et ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires minimums (Conseil de Sécurité, 2016b). Le Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2016 appelle notamment à mobiliser 885 millions de dollars pour faire face à ces besoins, mais en date de mai 2016, seuls 12 % de ce montant avaient été levés, soit 102,9 millions de dollars (Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), 2015b).

Ces défis se posent dans le contexte d'un pays qui possède des ressources naturelles considérables, dont l'essentiel sont demeurées jusqu'ici sous-exploitées. Il existe des réserves de pétrole et de gaz conséquentes qui attirent l'attention des sociétés multinationales. L'énergie solaire et l'hydroélectricité offrent en outre le potentiel de développer le secteur de l'énergie. Le pays est également doté d'abondantes ressources marines, de charbon de bois et d'encens, et les animaux d'élevage constituent sa première exportation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime qu'environ 80 % de la population dépend des ressources naturelles du pays pour ses moyens de subsistance. Il manque toutefois au pays à la fois le cadre directeur pour gérer ces ressources et les institutions publiques nécessaires

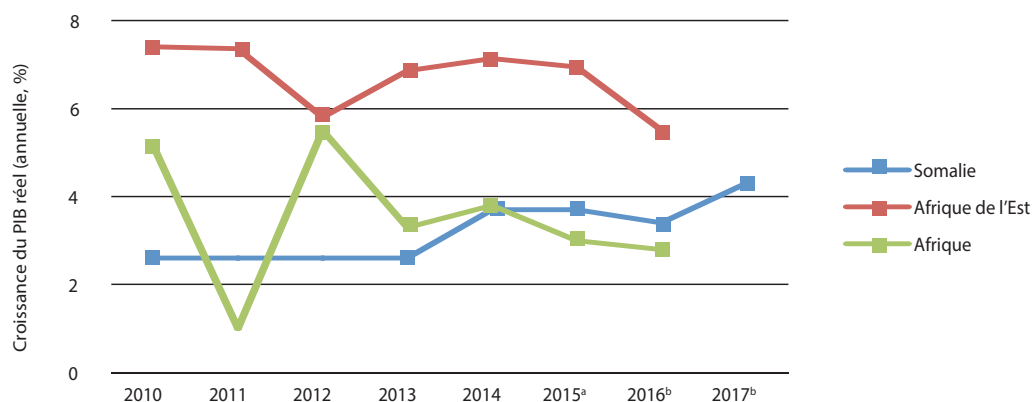
pour le faire appliquer. La section 5.1 du présent document précise les conséquences de cette situation pour le programme de transformation structurelle. Dans le même temps, les trois quarts de la population sont âgés de moins de 30 ans. Ce renflement visible dans la pyramide des âges, correspondant à l'explosion démographique des jeunes, pose de sérieuses difficultés spécifiques (voir section 5.2).

Contexte national et sous-régional

La Somalie a enregistré une croissance économique moyenne estimée à 3 % par an entre 2010 et 2015, soit un chiffre inférieur à ceux du continent africain (3,6 %) et de l'Afrique de l'Est (6,9 %) (voir figure 1). La croissance du pays a toutefois augmenté en 2013, suivant de près le taux de croissance du continent africain année après année depuis lors. Les perspectives sont en outre positives. De même que le Fonds monétaire international (FMI), le Gouvernement fédéral somalien s'attend à une croissance économique de 3,6 % en 2016 et de 4,3 % en 2017. Le déficit budgétaire reste dans des limites soutenables, tandis que les exportations commencent à repartir à la hausse.

Le relatif succès des pays voisins a été l'un des facteurs qui ont contribué au relèvement de l'économie. L'Éthiopie, par exemple, a enregistré la croissance économique la plus rapide au niveau mondial depuis 2010, tandis que le Kenya a récemment accédé au statut de pays à revenu intermédiaire. La Somalie s'emploie judicieusement à capitaliser sur ces évolutions. Membre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), elle a en outre adhéré au Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et a signé des accords de libre-échange avec la Chine et le Kenya. Elle a en outre demandé à intégrer la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), mais sa candidature a été rejetée en mars 2016 au motif de l'insécurité

Figure 1: Croissance du PIB réel de la Somalie, Afrique de l'Est et Afrique (en pourcentage annuel)



Source : Gouvernement fédéral somalien, DAES, FMI (2015), FMI (2016) et calculs de la CEA.

^a Estimations.

^b Prévisions.

qui règne dans le pays. La Somalie a eu d'autant plus de mal à accepter cette issue décevante que le Soudan du Sud voisin a été admis au sein de la CAE un mois plus tard.

Malgré tout, le commerce extérieur de la Somalie demeure majoritairement tourné vers le golfe Persique. En moyenne, les trois quarts en valeur des exportations annuelles du pays ont été à destination des États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe sur la période 2008-2014. À titre de comparaison, moins de 5 % par an sont restées en Afrique sur la même période.

Les évolutions récentes ont également exercé une pression sur les relations de la Somalie avec ses voisins d'Afrique de l'Est. Le Kenya et la Somalie s'opposent dans un différend juridique concernant 100 000 km² de fonds marins dont chacun affirme qu'ils se trouvent dans ses eaux territoriales. Le Kenya a déjà octroyé des contrats pour l'exploration de ces eaux, qui pourraient receler de grandes quantités de pétrole et de gaz. À la demande de la Somalie, la Cour internationale de Justice devait tenir des audiences sur la question en septembre 2016.

Les élections fédérales prévues en octobre 2016 ont été reportées. Des collèges électoraux largement représentatifs voteront pour élire les 275 membres de la Chambre basse du Parlement, dont les sièges seront répartis entre les clans selon la formule 4,5 de partage du pouvoir¹. La Chambre haute sera créée avec 48 sièges répartis à parts égales entre les six États fédérés, plus trois sièges supplémentaires pour le Somaliland et trois autres pour le Puntland. Dans chaque chambre, 30 % des sièges seront réservés à des femmes. Pour l'avenir, le Forum national des dirigeants a adopté une feuille de route politique pour la période 2016-2020 qui comprend une série d'objectifs et de calendriers en vue de la tenue d'élections au suffrage universel en 2020. Une composante importante sera la révision de la Constitution fédérale provisoire de 2012. Des élections présidentielles et parlementaires devraient par ailleurs se tenir en mars 2017 dans le Somaliland.

Le processus d'établissement d'un système de gouvernance fondé sur des États fédérés unis se poursuit. Un certain nombre d'administrations régionales continuent d'avoir un statut fédéral provisoire ou temporaire en attendant le règlement des divisions internes. L'administration provisoire de Djouba ayant récemment avancé dans la résolution des questions liées à la répartition des postes et à l'intégration des milices, un cabinet devrait être nommé dans les prochains mois. L'assemblée régionale de l'administration provisoire du Sud-Ouest a quant à elle tenu sa première session plénière le 10 mars 2016. Les progrès dans les régions de Mudug, Hiraan et Shabelle Dhexe ayant été en revanche plus difficiles, leurs administrations provisoires n'ont pas encore été établies.

¹ On dénombre quatre grands clans : Hawiye, Darood, Dir/Isaaq et Rahanweyn. Le clan Rahanweyn parle le Maay, les trois autres le Mahaatiri. Il existe plusieurs communautés ethniques plus petites, dont les Bantous (PNUD, 2012). La règle 4,5 alloue quatre sièges aux quatre grands clans et répartit l'équivalent d'un demi-siège entre les autres communautés plus petites.

Sous les administrations du Gouvernement fédéral, on trouvera des administrations représentatives dans les districts. Elles seront créées en application du Cadre national de gouvernance locale pour Ouadajir, lancé par le Président en mars 2016. Ce cadre vise à mettre en place un système reposant sur quatre piliers : l'apaisement social, les dividendes de la paix, les dialogues citoyens et la gouvernance locale. Le processus de création de ces administrations devrait être tiré par les populations locales. Il reste toutefois à préciser les détails relatifs aux élections et à l'autorité déléguée, entre autres.

Ces évolutions politiques interviennent dans un contexte dominé par des problèmes sécuritaires complexes et dynamiques. La situation de sécurité s'est dégradée au premier semestre 2016, avec l'intensification des attaques menées par le Mouvement des Chabab (Conseil de Sécurité, 2016a). Le nombre d'assassinats a augmenté à Mogadiscio, et des tirs de mortier ont frappé d'importants bâtiments de l'État, notamment le palais présidentiel – la Villa Somalie. L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) a par ailleurs revendiqué sa première attaque sur le sol somalien menée lors d'une embuscade contre un convoi de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en avril 2016. Dans le même temps, l'AMISOM a lancé la troisième phase de l'opération Couloir de Djouba, dont le principal objectif est de détruire les bastions du Mouvement des Chabab dans le centre de la Somalie et de couper ses voies d'approvisionnement. Dans le cadre de cette opération, l'AMISOM a libéré les villes d'Adan Yabal dans la région du Shabelle Dhexe et de Galcad dans la région du Galguduud au cours du mois où est survenue l'attaque de l'EIL.

En dépit de ces grandes difficultés, la communauté internationale croit de plus en plus en la stabilité de la Somalie. Le Royaume-Uni a été le premier pays de l'Union européenne à rouvrir son ambassade à Mogadiscio en mai 2013. La Turquie y a également établi une ambassade.

Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique - Somalie

L'indice d'intégration régionale en Afrique permet d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. Établi conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales ainsi que la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'indice.

Il n'a pas été possible d'établir un classement global dans l'indice pour la Somalie faute de données suffisantes, mais on dispose des rangs pour certaines dimensions. Le tableau ci-dessous présente les rangs attribués par la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD).

Classement général :

Non disponible faute de données suffisantes*

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
5 ^e dans l'IGAD (note: 0,2) Le 1 ^{er} du classement dans l'IGAD est l'Ouganda (note: 0,8). 20 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,3)	7 ^e dans l'IGAD (score : 0,2) Le 1 ^{er} du classement dans l'IGAD est l'Ouganda (note: 1). 25 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,02)	7 ^e dans l'IGAD (note: 0) Le 1 ^{er} du classement dans l'IGAD est le Kenya (note : 1). 26 ^e dans la CEN-SAD (note : 0)	4 ^e dans l'IGAD (note : 0,6) Le 1 ^{er} du classement dans l'IGAD est Djibouti (note : 0,8). 22 ^e dans la CEN-SAD (note : 0,2)	Non disponible faute de données

Libre circulation des personnes : Le résultat est modéré à faible (5^e dans l'IGAD, 20^e dans la CEN-SAD). La Somalie autorise les ressortissants de tous les pays africains à obtenir un visa à l'entrée, mais aucun ressortissant de ces pays ne peut entrer sans visa. La Somalie a ratifié les instruments de la CEN-SAD concernant la libre circulation des personnes, le droit d'établissement et la libre circulation des travailleurs. Il n'existe pas de protocole similaire à l'IGAD.

Intégration commerciale : Le résultat est faible (7^e dans l'IGAD, 25^e dans la CEN-SAD). On ne disposait pas de données sur les droits de douane moyens appliqués par la Somalie en pourcentage des importations intrarégionales. Les échanges en pourcentage du PIB avec les communautés économiques régionales dont la Somalie est membre sont déséquilibrés. Sur la période 2010-2013, les importations somaliennes en provenance des membres de l'IGAD représentaient en moyenne 28 % du PIB du pays, et celles venant des membres de la CEN-SAD environ 8 % du PIB. Les exportations du pays dans la région sur la même période étaient en revanche faibles, celles à destination de l'IGAD représentant moins de 0,1 % du PIB en moyenne et celles vers la CEN-SAD environ 1 % du PIB.

* Un classement continental, comparant entre eux tous les pays africains de toutes les communautés économiques régionales, est actuellement en cours d'élaboration pour l'indice d'intégration régionale en Afrique. Il sera ajouté aux mises à jour ultérieures des profils de pays de la Commission économique pour l'Afrique.

Intégration productive : Le résultat est faible (7^e dans l'IGAD, 26^e dans la CEN-SAD). La Somalie est faiblement intégrée dans les chaînes de valeur régionales, car son commerce n'est pas complémentaire de celui de ses partenaires au sein de la CEN-SAD ou de l'IGAD. On ne disposait pas de données sur la part des produits intermédiaires dans ses échanges avec les membres de la CEN-SAD et de l'IGAD.

Infrastructures : Le résultat est modéré à faible (4^e dans l'IGAD, 22^e dans la CEN-SAD). S'agissant des frais d'itinérance au sein de l'Afrique pour la téléphonie mobile, la Somalie se classe 23^e sur les 38 pays africains pour lesquels on disposait de données. Elle obtient le classement le plus bas de tous les pays africains selon l'indice de développement des infrastructures de la Banque africaine de développement (BAD). Environ 81 % des vols internationaux de la Somalie sont effectués dans l'IGAD, et 78 % au sein de la CEN-SAD.

Globalement, la Somalie affiche un résultat relativement faible dans l'ensemble, particulièrement en termes d'intégration commerciale et d'intégration productive. S'agissant des mesures de politique générale spécifiques qui seraient susceptibles d'améliorer sa performance, la Somalie pourrait envisager de lever l'obligation de visa pour un plus grand nombre de pays africains et se pencher sur d'autres mesures en vue de stimuler le commerce intrarégional.

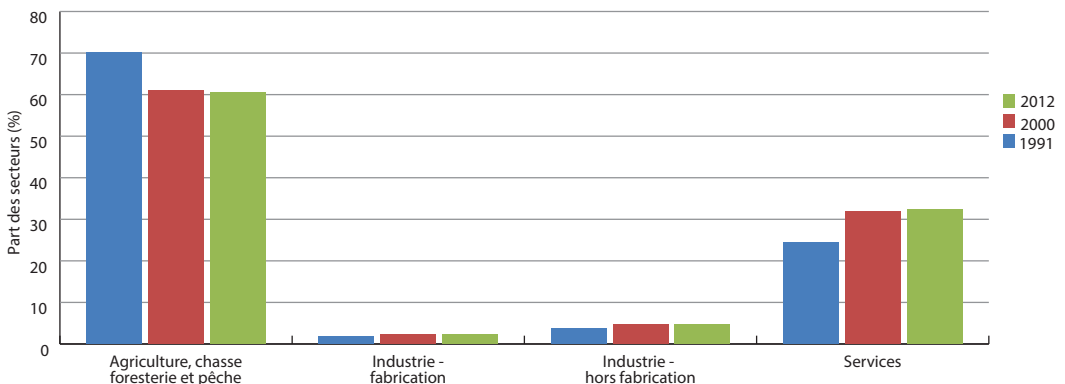
Performances économiques

3.1 Croissance économique

L'agriculture contribue à environ 60 % du PIB de la Somalie, une part demeurée relativement stable depuis 2000 (voir figure 2). Sous-secteur agricole le plus important, les animaux d'élevage représentent environ 40 % du PIB. La production est principalement limitée à des activités à petite échelle, et fait peu appel aux techniques agricoles modernes. La part des services dans le PIB a augmenté dans les années 1990, mais a stagné depuis. Les services financiers et les télécommunications sont les principaux types de services qui enregistrent actuellement une croissance et possèdent un potentiel notable de croissance dans l'avenir.

S'agissant des services financiers, la Banque centrale de Somalie note qu'aucune des grandes institutions bancaires formelles n'a survécu à la guerre civile (Banque centrale de Somalie, 2012). Pendant longtemps, le secteur financier se composait plutôt essentiellement de sociétés d'envois de fonds et d'institutions informelles de transfert de fonds, telles que les opérateurs utilisant le système hawala. L'amélioration progressive de la sécurité a toutefois attiré un nombre croissant d'institutions financières formelles, désireuses de participer au flux considérable d'envois de fonds à destination du pays. Plus de 1 milliard de dollars de fonds sont envoyés chaque année en Somalie, représentant près d'un quart du revenu des ménages (PNUD, 2012). MasterCard a annoncé qu'il prévoyait de s'implanter dans le pays et Mogadiscio a reçu son premier distributeur de billets de banque en octobre 2014. Des entreprises somaliennes sont également concernées. Par exemple, Dahabshiil, société basée

Figure 2: Parts des secteurs dans le PIB



Source : CNUCED (2014).

dans le Somaliland et désormais présente dans plus de 150 pays, emploie 2 000 personnes et travaille avec plus de 20 000 agents de transferts de fonds.

Un autre domaine où l'économie somalienne se modernise est celui des télécommunications. Ce secteur est parvenu à prospérer malgré des années d'instabilité. Il est même devenu l'un des secteurs des télécommunications les plus compétitifs et les plus en pointe en Afrique. La Somalie affiche l'un des tarifs les plus bas du continent pour les appels internationaux, et en date de mars 2013, on y dénombrait 11 opérateurs agréés dont les réseaux couvraient l'ensemble du pays.

Enfin, on observe des signes d'une transformation structurelle en Somalie. De plus en plus de travailleurs quittent l'agriculture. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), notamment, estime que la proportion de la population active travaillant dans l'agriculture a chuté, passant de 77 % en 1980 à 66 % en 2010 et 64 % en 2014 (CNUCED, 2015, p. 135). Faute de données plus détaillées sur la part de l'emploi industriel, on ne peut toutefois pas analyser plus précisément ce pourcentage et les causes profondes de la transformation structurelle en Somalie. Il serait utile d'approfondir la collecte de données et la recherche sur l'emploi industriel.

3.2 Politique budgétaire

La part des dépenses totales de l'administration centrale, d'à peine 5 % du PIB, est l'une des plus faibles au monde. Cela n'est évidemment pas suffisant pour faire face aux défis manifestes posés par l'édification de l'État et la reconstruction. Le Gouvernement fédéral a toutefois réussi à accroître les recettes fiscales de manière continue chaque année depuis 2013 (voir tableau 1). Elles sont tirées pour l'essentiel des redevances portuaires et aéroportuaires à Mogadiscio: plus de 70 % des recettes nationales proviennent des droits internationaux acquittés (Conseil de Sécurité, 2016a). Le Gouvernement s'emploie néanmoins énergiquement à diversifier ses flux de ressources et entend à terme instaurer des impôts et taxes sur le revenu, la propriété, les activités des entreprises et les biens et services. Il s'agit là d'une tâche ardue, car l'introduction de nouveaux prélèvements fiscaux a suscité des réactions violentes par le passé. Par exemple, d'après Mohamed (2014), suite aux meurtres d'environ 25 percepteurs entre 2012 et 2014, ces agents sont désormais escortés par des gardes armés à Mogadiscio². Les dons de la communauté internationale ont par ailleurs augmenté de manière continue (voir section 3.5).

Par ailleurs, les recettes ont progressé davantage que les dépenses, favorisant ainsi une légère diminution du déficit budgétaire, qui est passé de 6,6 millions de dollars en 2013 à 5,8 millions de dollars en 2014, soit moins de 1 % du PIB. D'après les prévisions du Gouvernement fédéral, les comptes devraient être à l'équilibre en 2015, mais on ne dispose

² Avant le Gouvernement fédéral somalien, l'Union des tribunaux islamiques qui contrôlait Mogadiscio se heurtait également à une résistance violente face à ses tentatives d'introduire de nouvelles mesures fiscales (Harper, 2012).

Tableau 1: Comptes budgétaires (en millions de dollars des États-Unis)

	2013	2014	2015 ^a
Recettes totales et dons	110,8	145,3	183,7
Recettes fiscales	65,1	73,8	77,9
Recettes non fiscales	4,1	10,5	22,5
Dons	41,7	61,0	83,3
Dépenses et emprunt net	117,4	151,1	183,7
Dépenses courantes	117,4	150,9	169,7
Dépenses d'investissement	0,0	0,2	13,9
Solde global	-6,6	-5,8	0,0
Financement ^b	0,0	22,9	32,9

Source : Gouvernement fédéral somalien et FMI (2015).

a Prévisions.

b Ce chiffre inclut la liquidation des avoirs publics recouvrés et l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement.

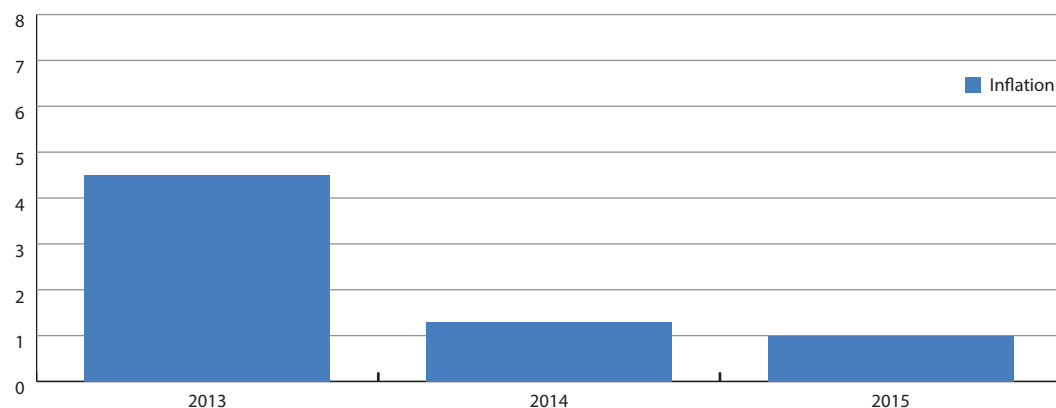
pas encore des statistiques officielles permettant de vérifier que cela s'est effectivement produit. Le Gouvernement continue d'être confronté à des difficultés de paiement. On a par exemple souligné le sérieux problème du paiement des salaires des militaires, compte tenu des conséquences pour la situation sécuritaire. Ces salaires n'auraient pas été versés depuis 6 à 13 mois d'après les estimations.

Le déficit budgétaire a été financé grâce à la dette et à l'APD (voir section 3.4). Le pays a hérité des précédents régimes politiques une charge de la dette élevée, qui a limité l'accès au financement de la dette ces dernières années. D'après le FMI, la dette extérieure atteignait 5,3 milliards de dollars en 2014, soit plus de 90 % du PIB estimé (FMI, 2015). Les paiements étaient en retard pour l'essentiel de la dette, et tant que cette situation persistera, la Somalie ne pourra prétendre à aucune aide financière du FMI. Si les indicateurs du poids de la dette de la Somalie satisfont aux critères de l'aide accordée au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, le pays ne remplit cependant pas encore les autres critères de l'Initiative qui lui permettraient d'en bénéficier.

3.3 Politique monétaire

Créée en 1960, la Banque centrale de Somalie est restée essentiellement en sommeil pendant la guerre civile et n'a pu ouvrir à nouveau ses portes à Mogadiscio et Baidoa qu'en 2006. Ses principaux objectifs sont de promouvoir et de maintenir la stabilité des prix, réguler le système financier et appuyer les politiques économiques générales du Gouvernement³. Il s'agit d'un mandat difficile, étant donné que le dollar demeure la monnaie de fait en circulation. Face

3 Article 4 de la loi de 2011 sur la Banque centrale de Somalie.

Figure 3: Inflation annuelle (en pourcentage)

Source : FMI (2015).

à cette situation, la Banque centrale de Somalie a annoncé que l'une de ses priorités d'ici à 2021 serait d'introduire une nouvelle monnaie unifiée. Pour y parvenir, elle devra tout d'abord renforcer le système monétaire dual actuel, qui repose sur une monnaie locale pour les opérations de faible valeur et une monnaie étrangère pour les opérations plus importantes et l'épargne.

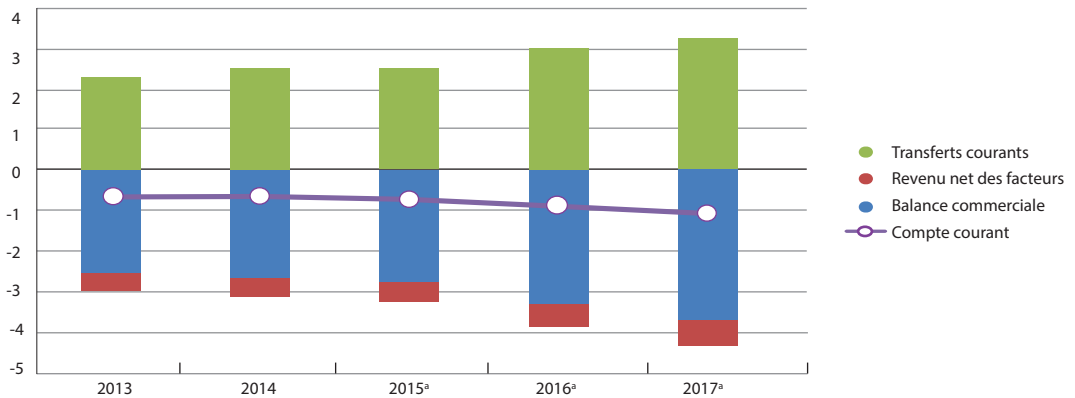
Malgré ces difficultés, l'inflation à l'échelon national a été faible (voir figure 3) et devrait se maintenir à environ 3 % en 2016 et 2017 (FMI, 2015). Ce chiffre cache toutefois d'importantes variations des taux d'inflation dans le pays, en raison des différentes situations de sécurité et de la difficulté à transporter les produits d'un marché à l'autre. D'après le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 3 % et 7 % respectivement dans les régions du centre et du nord-est, sur 12 mois jusqu'en avril 2016. À titre de comparaison, cet indice a diminué de 3 % dans les régions du sud (Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 2016a).

3.4 Compte courant

Les transferts courants et le revenu net des facteurs ont tous deux progressé de manière continue et devraient enregistrer une croissance plus rapide en 2016 et 2017. L'APD et les envois de fonds constituent deux des plus vastes sources d'entrée de flux financiers dans le compte courant. Les envois de fonds entrant dans le pays sont estimés à environ 1,2 milliard de dollars par an, mais ils pourraient être en train de diminuer pour plusieurs raisons, notamment du fait de l'évolution des réglementations dans les pays d'origine (Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 2015).

Les principaux partenaires commerciaux de la Somalie sont les Émirats arabes unis, Oman et le Yémen, qui représentent habituellement à eux trois environ 80 % des exportations de la Somalie chaque année. Le déficit commercial s'est légèrement creusé ces dernières

Figure 4: Solde du compte courant (en milliards de dollars des États-Unis)

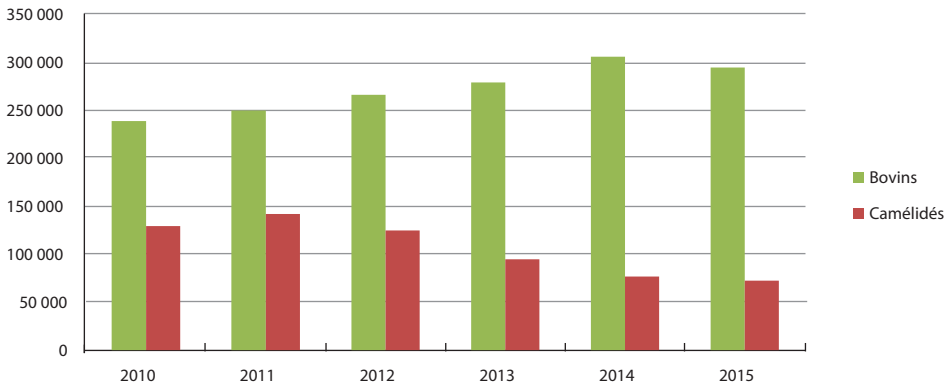


Source : Gouvernement fédéral somalien et FMI (2015).
 a Données provisoires.

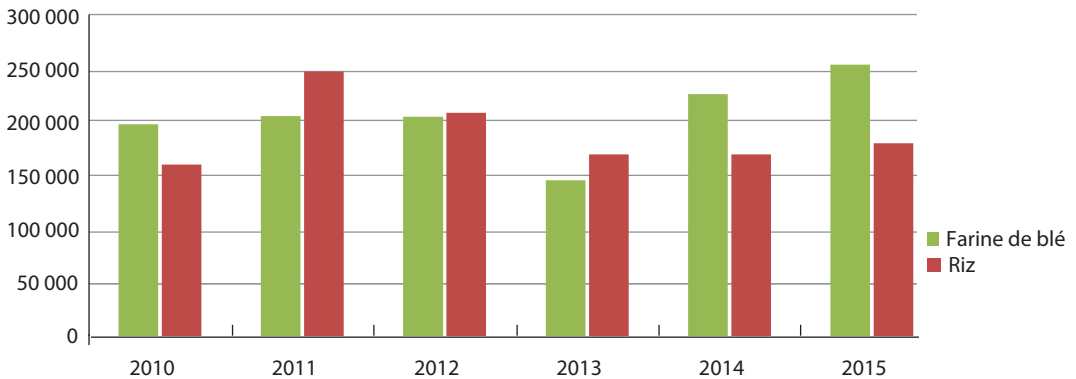
années, une tendance qui devrait se poursuivre en 2017 (voir figure 4). Ce déficit qui ne cesse de croître ne sera pas soutenable à moins que les entrées de flux financiers dans le pays continuent de progresser dans les mêmes proportions. Cette vulnérabilité est traitée de manière plus approfondie à la section 3.5.

Une priorité importante pour la Somalie est de développer des industries exportatrices viables qui soient capables de générer des devises. Principale exportation à l'heure actuelle, les animaux d'élevage représentent environ 50 % des revenus du pays à l'exportation. Les exportations de bovins ont augmenté de manière continue d'année en année depuis 2010, avec une légère baisse en 2015 (voir figure 5). L'exportation des camélidés est en revanche en difficulté. L'un des principaux défis pour la croissance dans ce secteur a été la lutte contre les maladies. Plus largement, les exportations somaliennes ont du mal à se mesurer à la concurrence sur la scène internationale parce que le pays ne dispose pas de procédures ou de réglementations nationales en matière de contrôle de la qualité. L'une des raisons expliquant la tendance à exporter des animaux vivants est que cela permet aux pays de destination d'imposer leurs propres mesures de contrôle de la qualité au moment de l'abattage et de la distribution. Le potentiel de création de valeur ajoutée serait considérable si la Somalie pouvait garantir des normes de qualité et exporter de la viande emballée.

La Somalie importe principalement des denrées alimentaires, notamment du blé, du riz, du sucre, des mélasses et du miel. Les importations de farine de blé ont augmenté de manière continue d'année en année depuis 2010, à l'exception de 2013 (voir figure 6). D'après les données commerciales ventilées, les importations de riz ont quant à elles fluctué, tandis que la structure des exportations est en train de changer considérablement (Wilson, 2015). Si l'on compare les cinq années avant 2008 et les cinq années après 2008, les importations de biens d'équipements essentiels à l'expansion économique se sont accrues, tandis que les importations d'articles de luxe ont diminué. En particulier, les importations d'installations et

Figure 5: Exportations(en têtes de bovins ou de camélidés)

Source : Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2016b).

Figure 6: Importations (En tonnes)

Source : Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2016b).

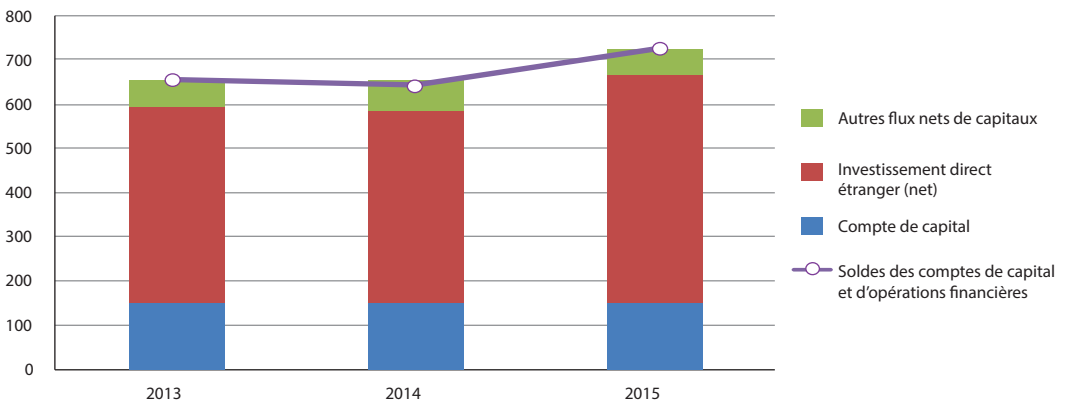
d'outillage de génie civil et d'entreprise, de tracteurs et d'appareils d'éclairage ont toutes progressé, respectivement de 411 %, 448 % et 360 %, tandis que les importations de tabac ont chuté de 58 %.

Enfin, un commerce illégal considérable s'opère à travers les frontières somaliennes. Les importations d'armes ont augmenté, et auraient notamment doublé en valeur entre 1999 et 2013 d'après les chiffres de l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm (Njagi, 2014). Les régions du pays qui se trouvent toujours sous l'influence du Mouvement des Chabab tirent en outre des revenus des exportations illégales de charbon de bois. D'après Njagi, environ 360 millions de dollars à 384 millions de dollars d'exportations de charbon de bois quitteraient l'Afrique de l'Est chaque année.

3.5 Comptes de capital et d'opérations financières

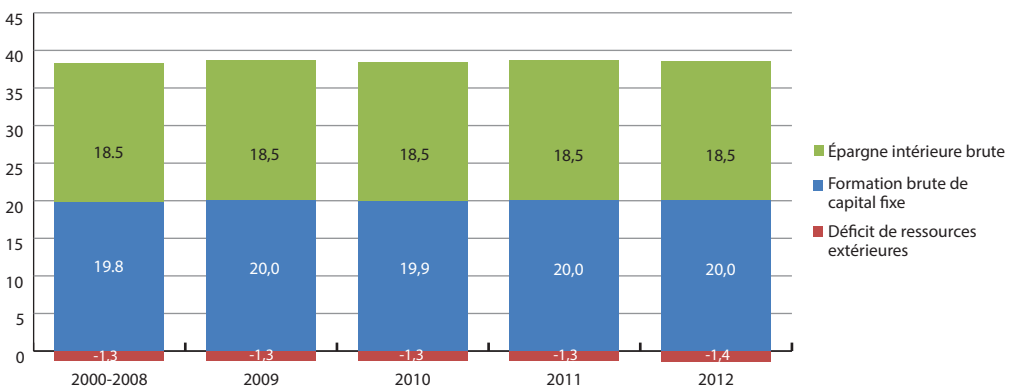
D'après des estimations récentes, le solde du compte de capital est demeuré essentiellement inchangé depuis 2013 (voir figure 7). D'après les projections, l'investissement direct étranger (IDE) aurait progressé en 2015, atteignant 516 millions de dollars, soit un montant cinq fois supérieur à celui de 2012, signe que les investisseurs étrangers ont confiance en l'avenir économique de la Somalie (CNUCED, 2016). En 2014, des flux d'IDE atteignant 434 millions de dollars ont été principalement orientés vers les secteurs des télécommunications, de l'électricité et de l'hôtellerie (FMI, 2015, p. 3). Dans le même temps, l'épargne et l'investissement sont restés relativement faibles, laissant un déficit de ressources extérieures d'environ 1,3 % du PIB (voir figure 8).

Figure 7: Solde du compte d'opérations financières (en millions de dollars des États-Unis)

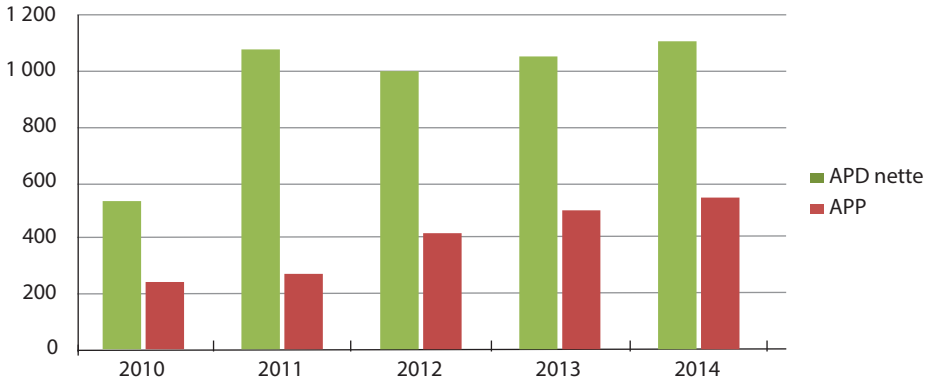


Sources : Gouvernement fédéral somalien et FMI (2015).

Figure 8: Déficit de ressources (en pourcentage du PIB)



Source : CNUCED (2014).

Figure 9: Aide publique au développement (en millions de dollars des États-Unis)

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (2016).

L'aide au développement est régie par le Pacte pour la Somalie conclu entre le Gouvernement fédéral et la communauté internationale⁴. Élaboré en consultation avec la société civile, les citoyens somaliens et des représentants de la communauté internationale, ce pacte comprend une disposition spéciale pour le Somaliland. Les membres de la communauté internationale ont annoncé une aide de 2,4 milliards de dollars pour la reconstruction de la Somalie à la signature du Pacte en 2013, puis de 8 milliards de dollars supplémentaires en octobre 2014. Si ces annonces ne se sont pas encore toutes totalement concrétisées, l'aide publique nette au développement a cependant augmenté depuis 2010, atteignant un peu plus de 1 milliard de dollars par an (voir figure 9). Fait encore plus prometteur, les niveaux d'aide programmable par pays (APP) ont progressé de manière continue d'année en année depuis 2010, traduisant une confiance croissante dans les institutions nationales.

Les plus grands bailleurs d'aide au développement pour la Somalie sur la période 2010-2015 ont été les États-Unis, suivis du Royaume-Uni. L'Union européenne a également été un donateur majeur, mais a toutefois récemment annoncé une diminution de 20 % de son aide à l'AMISOM. Les donateurs non traditionnels ont rapidement accru leur présence dans la région. En particulier, la Turquie a augmenté son aide publique nette au développement, qui est passée de 5 millions de dollars par an sur 2006-2010 (à prix constants) à 88 millions de dollars par an sur 2011-2014. C'est aujourd'hui le troisième pays donateur. En février 2016, son Président, Recep Tayyip Erdogan, a coaccueilli le Forum de partenariat de haut niveau sur la Somalie, auquel ont participé près de 50 États membres et 11 organisations internationales. L'Arabie saoudite a quant à elle fourni 50 millions de dollars à la Somalie au premier semestre 2016 pour l'aider à réduire son déficit budgétaire. La Chine a également été active, en aidant à financer et à construire des routes, des hôpitaux, des écoles et le plus grand stade du pays. Elle a en outre été l'un des premiers pays à rouvrir son ambassade à Mogadiscio.

⁴ Le Pacte pour la Somalie est le résultat des principes du New Deal pour l'engagement international dans les États fragiles décidé par les États fragiles, dont fait partie la Somalie, qui constituent le Groupe g7+.

4

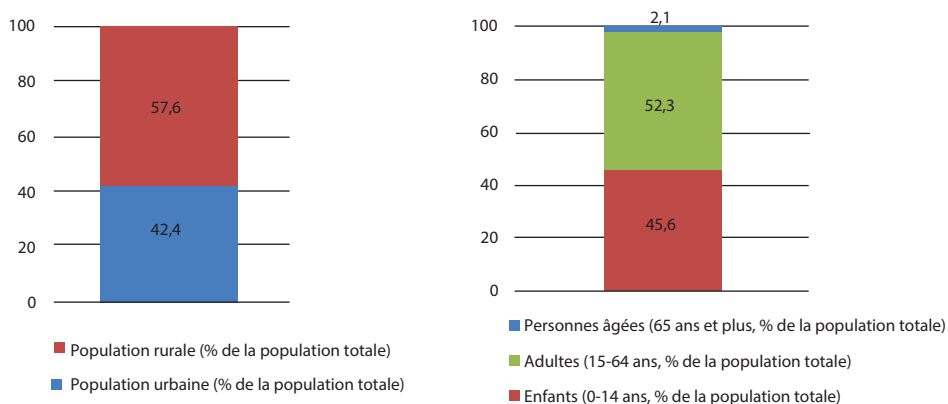
Développement social

Le développement social en Somalie a été sensiblement limité par l'insécurité et par les catastrophes naturelles. Entre 450 000 et 1,5 million de personnes ont perdu la vie à cause de la violence ou de la faim depuis le début de la guerre en 1991 (PNUD, 2012). On estime que la famine survenue entre octobre 2010 et avril 2012 à cause de la sécheresse a fait à elle seule plus de 250 000 morts (Centre d'actualités de l'ONU, 2013).

4.1 Dynamique démographique

La première estimation officielle de la population somalienne depuis le recensement de 1975 a été effectuée par le Gouvernement fédéral somalien et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en 2013 (FNUAP, 2014). D'après ses résultats, la Somalie compte 12,3 millions d'habitants, dont 42,4 % sont des urbains (voir figure 10), 9 % des déplacés, 22,8 % des ruraux et 25,9 % des nomades. D'après une étude multipays du DAES, malgré sa très faible densité de population (18 habitants au kilomètre carré), la Somalie est le troisième pays le plus urbanisé en Afrique de l'Est, derrière deux pays beaucoup plus petits, Djibouti et les Seychelles (DAES, 2014). La population somalienne a augmenté de 2,4 % en moyenne sur la période 2010-2015 (DAES, 2016). Comparée aux pays voisins, cette croissance démographique est supérieure à celle de Djibouti (1,3 %), mais inférieure à celle de l'Éthiopie (2,5 %) et du Kenya (2,7 %). D'après les prévisions, la population somalienne devrait être multipliée par cinq entre 2015 et 2100. Avec un âge médian d'à peine 16,5 ans, c'est la sixième population la plus jeune au niveau mondial.

Figure 10: Structure démographique



Source : Gouvernement fédéral somalien et FNUAP (2014).

On observe par conséquent un renflement dans la pyramide des âges de la Somalie, correspondant à l'explosion démographique des moins de 30 ans, qui représentent près des trois quarts de la population (Somalie et FNUAP, 2014). Sous l'effet conjugué d'un taux de fécondité élevé et d'une espérance de vie faible (50 ans environ) (PNUD, 2012), la part des jeunes dans la population totale est davantage susceptible d'augmenter que de diminuer au fil du temps. Deux tiers des jeunes interrogés par le PNUD ont déclaré avoir l'intention de quitter le pays (PNUD, 2012), cette proportion étant supérieure (97 %) dans le centre-sud de la Somalie. Le souhait de trouver un emploi bien rémunéré était la principale raison citée par 64 % des candidats au départ, tandis que les meilleures possibilités d'éducation et la perspective d'échapper au conflit étaient avancées par 17 % d'entre eux.

4.2 Pauvreté et emploi

Environ 4,7 millions de personnes en Somalie ont besoin de moyens de subsistance à l'heure actuelle. Un million d'entre elles voient leur sécurité alimentaire gravement menacée et ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires minimums (Conseil de Sécurité, 2016b). Le Plan d'aide humanitaire pour la Somalie de 2016 appelle notamment à mobiliser 885 millions de dollars pour faire face à ces besoins, mais en date de mai 2016, seuls 12 % de ce montant avaient été levés, soit 102,9 millions de dollars. Selon le PNUD, 82 % de la population vivait dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, c'est-à-dire souffrait de multiples formes de dénuement (PNUD, 2012). Ce chiffre est inférieur en milieu urbain (61 %), mais supérieur en milieu rural (95 %). On estime que 69 % de la population vit actuellement avec moins de 1,90 dollar par jour, soit sous le nouveau seuil de pauvreté fixé au niveau international (Conseil de Sécurité, 2016a). Les rares statistiques disponibles montrent quant à elles un creusement des inégalités. Les inégalités de revenus mesurées par le coefficient de Gini ont augmenté, passant de 0,39 en 2001 à 0,48 en 2010.

En 2002, le taux de chômage des 15-64 ans était de 47 %. En 2012, le taux de chômage avait grimpé à 54 % (PNUD, 2012). Il atteignait 67 % chez les 14-29 ans. Les principales raisons du chômage citées par les jeunes interrogés étaient l'absence de perspectives d'emploi (42 %), suivie du manque de compétences recherchées sur le marché du travail (18 %). Les jeunes travailleurs eux-mêmes étaient à la recherche d'autres emplois pour 70 % d'entre eux, citant comme principale raison la faible rémunération de leur emploi actuel, suivie de la nécessité de trouver un emploi à temps plein et du manque de satisfaction professionnelle. Les Somaliens qui ont un emploi travaillent à 95 % dans l'agriculture ou les services.

4.3 Santé

La guerre civile a laissé un système de santé faible et doté de ressources inadéquates et inégalement réparties. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés (voir tableau 2). On estime par ailleurs que 3,2 millions de personnes ont un besoin urgent d'accéder aux services de santé. La diarrhée aiguë, le paludisme et d'autres maladies transmissibles sont monnaie courante dans de nombreuses parties de la Somalie, principalement en raison de

Tableau 2: Indicateurs sanitaires

	2002	2006	2008	2009
Femmes mariées utilisant des contraceptifs (% , 15-49 ans)		14,6		
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)			1 200	
Soins prénataux fournis par un personnel qualifié (au moins une visite, %)		31,6		
Naissances assistées par un personnel qualifié (%)		33		
Taux de mortalité infantile (0-1 an, pour 1 000 naissances vivantes)				109
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)				180
Enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale modérée ou grave (%)				13,9
Population sous-alimentée (%)	71			

Source : PNUD (2012).

la piètre qualité de l'assainissement et du manque d'eau sans risque sanitaire. Au sein de la population somalienne, 45 % des individus n'ont pas accès à une eau sans risque sanitaire et 37 % n'ont pas accès à un assainissement de base (BCAH, 2015a).

Les professionnels de la santé sont très peu nombreux dans le pays, et ceux qui s'y trouvent voient leur capacité à fournir des services sérieusement restreinte en raison des problèmes de sécurité et des ressources limitées. Par exemple, Médecins sans frontières a quitté la Somalie en août 2013 après les multiples attaques subies par son personnel. Plus récemment, le Gouvernement fédéral a élaboré un plan stratégique pour le secteur de la santé et une politique nationale multisectorielle pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les prestataires de services de santé ne sont toutefois pas encore en mesure de fournir des services vitaux à l'échelle requise, et de nombreuses organisations continuent de rappeler leur personnel et de réduire leurs services faute de financement suffisant ou parce que leur personnel est en danger, voire les deux (Conseil de Sécurité, 2016b).

La sécurité alimentaire constitue un autre défi sanitaire majeur, en particulier à court et moyen termes. En raison de la sécheresse sévère qui frappe certaines parties du Somaliland et du Puntland, 385 000 personnes sont en grave danger d'insécurité alimentaire si elles ne reçoivent pas d'aide. D'après le BCAH, 1,7 million de personnes ont besoin d'assistance dans le Somaliland et dans le Puntland (BCAH, 2016). Plus récemment, le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition a estimé que 305 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë, 58 300 de ces enfants étant en outre en danger de mort s'ils ne reçoivent pas de toute urgence une aide humanitaire.

4.4 Éducation

Le système formel d'enseignement scolaire s'est effondré en 1991. Depuis lors, l'éducation, à l'instar de la plupart des autres services sociaux, a été assurée par des prestataires privés, souvent dans des madrassas. L'offre est très largement inférieure à la demande. Environ 1,7 million d'enfants en âge d'être scolarisés ne reçoivent aucune éducation (BCAH, 2015a). S'agissant d'un problème de long terme, le taux d'acquisition éducative dans la population est faible. Seuls 16 % des adultes de 15 ans et plus ont reçu un enseignement primaire ou au-delà (voir tableau 3). Moins de 10 % des habitants des zones rurales ont reçu une éducation secondaire ou au-delà.

L'un des objectifs du Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2016 est de faire en sorte que le nombre d'enfants bénéficiant d'un environnement d'apprentissage sûr passe de 60 000 à 200 000. Cet objectif ne sera toutefois probablement pas atteint, car seuls 13 %

Tableau 3: Éducation

	2007	2012
Taux net de scolarisation (primaire, %)	78,4	
Individus ayant reçu une éducation primaire (% , 15 ans et plus)		15,7
Population masculine		17,0
Population féminine		14,4
En milieu urbain		16,2
En milieu rural		14,4
Individus ayant reçu une éducation secondaire ou au-delà (% , 15 ans et plus)		15,7
Population masculine		18,8
Population féminine		12,5
En milieu urbain		19,4
En milieu rural		6,6

Source : PNUD (2012).

Tableau 4: Taux d'acquisition scolaire chez les individus âgés de 15 ans et plus (% de la population ayant achevé chaque niveau)

	Aucune	Madrassa	Primaire	Secondaire et au-delà	Total
Population masculine	37,3	26,9	17,0	18,8	100
Population féminine	41,3	31,8	14,4	12,5	100
Total	39,3	29,3	15,7	15,7	100
En milieu urbain	39,0	25,4	16,2	19,4	100
En milieu rural	40,0	39,0	14,4	6,6	100

Source : PNUD (2012).

des 340 000 enfants visés ont bénéficié du Plan d'aide humanitaire pour la Somalie pour 2015 faute de fonds suffisants. Par ailleurs, le premier recensement scolaire effectué par le Gouvernement début 2016 a fourni des informations essentielles pour la mise au point de programmes de développement de l'enseignement sur le long terme.

Le taux d'alphabétisation en dehors des madrassas est d'environ 48 % chez les 14-29 ans (PNUD, 2012), et au sein de ce groupe, il s'élève à 53 % pour la population masculine et 43 % pour la population féminine. Les jeunes interrogés par le PNUD justifiaient le fait de ne pas être scolarisés principalement par l'incapacité à assumer les frais de scolarité (36 %), puis par les tâches ménagères (22 %) et par le sentiment que l'école n'était pas utile pour trouver un emploi (17 %).

4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Somalie

La violence sexiste a été un trait caractéristique du conflit somalien, en particulier chez les populations déplacées. Ces actes font rarement l'objet de poursuites d'après le PNUD, et les franges traditionnelles de la société somalienne ne sont pas habituées à débattre ouvertement de ces sujets (PNUD, 2012). Cela dit, les taux de violence sexuelle varient d'une région à l'autre. Dans le centre-sud de la Somalie, 91 % des jeunes interrogés ont déclaré avoir été victimes de la violence sexiste, contre 10 % dans le Somaliland et 31 % dans le Puntland.

Par ailleurs, le droit somalien de la famille accorde aux femmes des droits à l'héritage égaux à ceux des hommes. Cependant, compte tenu de l'existence d'un droit informel et de pratiques coutumières, les femmes reçoivent en réalité souvent des parts d'héritage inférieures à celles des hommes, voire aucune. Les femmes ne sont en outre pas représentées proportionnellement dans les institutions politiques et judiciaires. D'après l'Union interparlementaire (UIP), en date d'avril 2016, 14 % des sièges au Parlement étaient occupés par des femmes (UIP, 2016), soit un chiffre très inférieur aux 30 % prévus en application des Principes de Garowe, sur lesquels se fonde la Constitution somalienne. Ce taux est également faible par rapport à la moyenne mondiale (22,8 %) et aux taux d'autres pays de la région, tels que l'Éthiopie (38,8 %) et l'Érythrée (22 %). Lors de l'élection d'août 2016, 30 % des sièges des deux chambres du Parlement fédéral devaient toutefois être réservés à des femmes. Le Gouvernement fédéral a en outre annoncé son intention de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

5.1 Tirer parti des ressources naturelles pour la transformation structurelle

La Somalie est dotée d'abondantes ressources naturelles, en particulier liées à son économie marine ou "économie bleue" (CEA, 2016a), qui pourraient être utilisées comme un outil puissant pour tirer la transformation structurelle de l'économie. Une transformation structurelle est nécessaire pour améliorer la stabilité et la sécurité de manière durable. Dans le même temps, le sujet des ressources naturelles peut toutefois diviser. Si ces ressources sont mal gérées, elles peuvent accentuer les fractures politiques, creuser un fossé entre les communautés, et peut-être finalement faire échouer le programme de fédéralisation. Le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, appuyé par les Nations Unies, a récemment avancé que l'intérêt international accru pour les ressources minérales et maritimes de la Somalie constitue l'un des plus grands défis pour la paix et la sécurité dans le pays.

Le pétrole est la ressource naturelle qui soulève le plus de controverse en Somalie. Des évaluations sont encore en cours, mais d'après certaines estimations telles que celles de l'Heritage Institute for Policy Studies à Mogadiscio, le territoire somalien pourrait receler un gisement de près de 110 milliards de barils de pétrole. L'exploration pétrolière en Somalie remonte à 1956 et des concessions ont été octroyées dans les années 1980. Ces activités ont cependant brutalement cessé en raison du conflit, et ce n'est que maintenant que le forage d'exploitation est devenu une perspective réaliste et faisable. Le Gouvernement fédéral a signé son premier contrat pétrolier avec la société Soma Oil and Gas basée au Royaume-Uni. Dans le Somaliland, une autre entreprise basée au Royaume-Uni possède un contrat de partage de production pour une zone terrestre de 22 840 km² connue sous le nom de bloc Odewayne. Dans le Puntland, des contrats de ce type ont été conclus pour les zones d'exploration des vallées de Dhahoor et de Nugaal.

Compte tenu de leur taille, ces réserves de pétrole potentielles pourraient générer des recettes régulières importantes pour le Gouvernement fédéral et les administrations infranationales pendant de nombreuses années, même au prix actuel bas du pétrole. Cela permettrait d'investir dans des programmes de développement économique qui seraient susceptibles de créer de nouvelles industries et des emplois mieux rémunérés.

De nombreuses difficultés se posent toutefois pour concrétiser cette perspective. L'un de ces défis est évidemment la sécurité. Par exemple, la société anglo-turque Genel Energy a suspendu son programme d'exploration pétrolière dans le Somaliland en 2014 pour cette raison. Un autre défi tient à la nécessité d'établir des accords de partage des recettes entre le Gouvernement fédéral et les administrations infranationales. Cette question importante qui divise a constitué une pierre d'achoppement majeure dans le programme de fédéralisation. Même si elle est surmontée, il faut cependant élaborer et mettre en œuvre un cadre directeur approprié avant de pouvoir commencer l'exploitation pétrolière. Le Gouvernement fédéral somalien a déclaré qu'"il manque un cadre juridique et fiscal efficace sur le pétrole qui satisfasse aux exigences de toutes les parties prenantes" (Somalie, 2013, p. 74).

Outre le pétrole, les ressources naturelles les plus abondantes en Somalie sont les animaux d'élevage, le charbon de bois, les ressources marines, l'énergie solaire, l'hydroélectricité et l'encens. Le plus grand défi est d'utiliser ces ressources d'une manière durable. La désertification, la pollution marine, l'appauvrissement des ressources de la faune et de la flore sauvages et la surexploitation du charbon de bois ont tous été cités par les Nations Unies comme étant des domaines préoccupants majeurs en Somalie. Faute d'alimentation en électricité fiable, la majorité de la population est contrainte d'utiliser des combustibles solides, notamment le charbon de bois et le bois. En pratique, 97 % des ménages urbains dépendent toujours du charbon de bois. Pour le produire, des arbres sont abattus et brûlés, ce qui accélère la désertification, élimine des sols fertiles et dégrade des zones utilisées pour le pâturage. Cette situation est aggravée par la forte demande de charbon de bois des États du Golfe (BAD, 2013). Environ 1,7 million d'hectares, soit près de 20 % du couvert forestier somalien, ont été perdus depuis 1990, un taux similaire à celui observé en Éthiopie et en République Unie de Tanzanie (CEA, 2014). Dans la région nord-ouest du Somaliland, des villages ont été abandonnés, car, sous l'effet des changements climatiques, des ressources en eau fiables ont disparu et la région est devenue impropre aux établissements humains. L'exploitation privée des ressources en eau menée de manière unilatérale et non coordonnée, souvent par des éleveurs aisés, exerce également une pression conséquente sur les ressources dans les régions rurales du Somaliland et du Puntland.

Le domaine de la pêche offre toutefois des promesses considérables. La piraterie dans les eaux territoriales somaliennes a sensiblement diminué grâce à l'efficacité des mesures internationales, ouvrant ainsi à la pêche les zones de haute mer situées au-delà du plateau continental où se trouvent les stocks de poissons les plus abondants. Ces stocks ne sont aujourd'hui exploités que par des chalutiers étrangers. Le Gouvernement fédéral négocie actuellement avec les propriétaires étrangers de ces navires de pêche afin de capter une partie des revenus de ces activités. La Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie aide en outre à mobiliser l'aide internationale afin de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans les eaux territoriales somaliennes. Fait plus important, le pays avance

dans la construction de navires somaliens et d'installations terrestres de transformation, qui permettraient aux opérateurs somaliens d'accéder aux poissons de haute mer. Les avantages sont considérables, ces ressources étant les derniers stocks sous-exploités de la planète, d'après l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). L'USAID estime en outre que le secteur de la pêche pourrait créer quatre emplois sur terre pour chaque emploi créé en mer (USAID, 2014).

Pour s'assurer que la pêche en Somalie est gérée de manière durable et surmonte les difficultés évoquées, des mesures d'intervention ciblées et cohérentes sont nécessaires, et cela exige des institutions publiques solides. Malheureusement, la capacité de l'État est faible en Somalie (BAD, 2013). Les ministères sont dispersés et insuffisamment financés. Il existe en outre un manque de cohérence et de coordination entre les institutions locales et régionales et à l'échelon de l'État. Dans le secteur de la pêche, par exemple, tous les stocks situés dans les eaux territoriales somaliennes ne sont pas sous-exploités. Ceux qui se trouvent proches des côtes, sur le plateau continental, sont souvent plus vulnérables (USAID, 2014). Les stocks de homards, seul type de produit de la mer qui connaît un succès à l'exportation depuis la Somalie, commencent à diminuer, en grande partie à cause de la surexploitation. Si la pêche doit devenir un outil au service d'une transformation structurelle durable, il est essentiel de gérer l'exploitation des stocks halieutiques de sorte à maintenir les captures dans des limites viables.

Le Gouvernement fédéral fait preuve de détermination face à ces questions. Par exemple, il a rédigé un plan en vue de former et d'équiper la marine et les gardes-côtes, intitulé Plan Naqude (Capitaine). Plus généralement, le Vice-Premier Ministre a lancé en janvier 2016 une stratégie et un plan d'action nationaux pour la biodiversité. Le gouvernement du Somaliland renforce également sa stratégie afin de tirer parti des atouts de l'économie bleue. Il développe ses installations portuaires à Berbera après avoir conclu un accord en mai 2016 avec l'opérateur portuaire DP World basé à Dubaï. Octroyée pour une durée de trente ans, la concession dans le Somaliland est prolongeable automatiquement pour dix ans. Il s'agit d'une coentreprise entre le gouvernement du Somaliland, qui assure la gestion et l'investissement portuaires, et DP World, qui détient 65 % du capital. Un investissement progressif pouvant aller jusqu'à 442 millions de dollars, en fonction du volume des transbordements, est prévu pour l'expansion des infrastructures portuaires (Fitch, 2016). Ces politiques sont prometteuses, mais leur succès dépendra de leur degré de mise en œuvre. Des ressources financières et humaines considérables, ainsi que l'appui soutenu de la communauté internationale, seront nécessaires pour les traduire en actions. Reste à voir si ces engagements se concrétiseront.

5.2 L'avenir de la Somalie : Répondre aux besoins des enfants et des jeunes

Les générations futures somaliennes portent tout le fardeau de l'instabilité persistante. De nombreux enfants sont directement touchés par le conflit. Par exemple, au cours du seul premier trimestre 2016, près de 1 000 enfants ont été victimes de violations du droit régissant le sort des enfants en temps de conflit armé, avec notamment des cas de recrutement, d'enlèvement et d'homicide. D'autres enfants sont touchés de manière plus indirecte, par exemple parce qu'ils sont privés de possibilités d'éducation. Comme on l'a noté ci-dessus, le BCAH estime que 1,7 million d'enfants en âge d'être scolarisés ne reçoivent aucune éducation (BCAH, 2015a). Près de 80 % d'entre eux sont des enfants déplacés. Dans le centre-sud de la Somalie, seuls 22 % des enfants sont scolarisés dans l'enseignement primaire. Par ailleurs, en raison de la faiblesse des institutions et du manque de services publics de base, un grand nombre d'enfants sont privés d'une nutrition de base et de services de santé. Le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition estime ainsi que 305 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë, 58 300 de ces enfants étant en outre en danger de mort s'ils ne reçoivent pas de toute urgence une aide humanitaire (Conseil de Sécurité, 2016b).

Outre le caractère foncièrement injuste de cette situation, les conséquences pour l'avenir sont préoccupantes. Le faible accès à l'éducation compromet le développement du capital humain, moteur essentiel d'une croissance économique sur le long terme (Mankiw, Romer et Weil, 1992). Les divisions qui apparaissent lorsque des enfants sont exclus du système éducatif tendent à persister à l'âge adulte et créent des fractures dans la société. À l'inverse, les systèmes éducatifs inclusifs favoriseront trois dynamiques sociales dont la Somalie a besoin : une plus grande cohésion sociale, une meilleure mobilité sociale et une participation civique accrue dans la gouvernance (Gradstein et Justman, 1999; CEA, 2016b).

Conscients du tribut que l'instabilité fait payer aux jeunes et aux enfants, le Gouvernement fédéral somalien et ses partenaires internationaux prennent des mesures pour régler la situation. Par exemple, le Ministère de la jeunesse et des sports élabore actuellement une politique nationale pour la jeunesse, tandis que le Somaliland et le Puntland ont établi leurs propres politiques pour les jeunes. Le Cabinet du Gouvernement fédéral étudie également la création d'une unité pilote pour la protection des femmes et des enfants au sein de l'unité somalienne pour la paix. Le succès de ces mesures dépendra toutefois de leur degré de mise en œuvre. Tant que des progrès ne seront pas faits dans ce domaine, le statu quo demeurera inchangé, avec deux tiers de jeunes somaliens qui espèrent quitter le pays (PNUD, 2012), cette proportion étant de 97 % dans le centre-sud de la Somalie.

À un niveau plus fondamental, il faut redéfinir l'approche adoptée à l'égard des enfants et des jeunes. Beaucoup voient avec crainte cette masse croissante de jeunes en Somalie, essentiellement parce que ces jeunes constituent souvent la majorité des individus impliqués dans les milices et les gangs armés, en particulier dans le Mouvement des Chabab (PNUD, 2012). Cela pourrait expliquer pourquoi notamment les jeunes trouvent difficile d'accéder au système de justice en Somalie et ont des droits politiques très limités. Par exemple, il faut avoir 35 ans pour pouvoir briguer un siège à la chambre des représentants dans le Somaliland. Une approche plus constructive, prônée avec force par le PNUD, consiste à traiter les jeunes comme des atouts et non comme des menaces (PNUD, 2012). En adoptant cette perspective, il est possible de les mobiliser en tant que partenaires pour la paix et le développement, au lieu de les voir comme des obstacles. Les jeunes somaliens interrogés par le PNUD ont exprimé un vif désir de participer aux initiatives de consolidation de la paix (PNUD, 2012)⁵.

5 Cette approche est cohérente avec la résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU, dans laquelle le Conseil exhorte les États Membres à examiner les moyens d'accroître la représentation inclusive des jeunes à tous les niveaux dans les instances de décision.

Bibliographie

BAD, Somalie : Note de synthèse pays 2013-2015 (2013).

Banque centrale de Somalie, Annual Report 2012 (2012).

BCAH, 2016 Humanitarian Needs Overview: Somalia (2015a).

_____, 2016 Humanitarian Response Plan: Somalia (2015b).

_____, Somalia, call for aid: drought and El Niño (2016a).

_____, Rapport du Secrétaire général sur la Somalie, 9 mai 2016, S/2016/430 (2016b).

CEA, Accès à l'énergie et sécurité énergétique en Afrique de l'Est : Situation actuelle et moyens de l'améliorer (Addis-Abeba, 2014).

_____, Social Cohesion in Eastern Africa (2016a).

_____, L'économie bleue en Afrique : Guide pratique (2016b).

Centre d'actualités de l'ONU, Somalia famine killed nearly 260,000 people, half of them children – reports United Nations, 2 mai 2013. Disponible à l'adresse www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44811#.WliDSIKajhU.

CNUCED, Rapport 2014 sur les pays les moins avancés : Croissance et transformation structurelle : un programme de développement pour l'après-2015, Publication des Nations Unies, numéro de vente F.14.II.D.7 (2014).

_____, Rapport 2015 sur les pays les moins avancés : Transformer l'économie rurale, Publication des Nations Unies, numéro de vente F.15.II.D.7 (2015).

_____, World Investment Report : Investor Nationality, Policy Challenges, Publication des Nations Unies, numéro de vente E.16.II.D.4 (2016).

Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport du Secrétaire général sur la Somalie, 6 septembre 2016, S/2016/763 (2016a).

DAES, World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, CD-ROM, ST/ESA/SER.A/361 (2014).

_____. Population Indicators Database (2016). Disponible à l'adresse <http://esa.un.org/unpd/wpp/>. Consultée le 2 juin 2016.

Fitch, Asa, "DP World to Manage Somaliland Port of Berbera", Wall Street Journal, 5 septembre 2016. Disponible à l'adresse www.wsj.com/articles/dp-world-to-manage-somaliland-port-of-berbera-1473086050.

FMI, Somalia: Article IV Consultation: Press Release, Staff Report and Statement by the Executive Director for Somalia (Washington, 2015).

Gradstein, Mark et Justmann, Moshe, Education, social cohesion and growth, Discussion Paper n° 99-16, décembre 1999. Université Ben-Gurion du Negev (Beer Sheva, Israël, 1999).

Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la Somalie, "Assessment of external remittances in selected urban areas and among displaced populations across Somalia", septembre 2015.

_____. Market data update: April 2016 data (2016a).

_____. Integrated Database System (2016b). Disponible à l'adresse www.fsnao.org. Consultée le 1er juin 2016.

Harper, Mary, Getting Somalia Wrong? Faith, War and Hope in a Shattered State (Londres, 2012).

Mankiw, Gregory N., Romer, David et Weil, David N., A contribution to the empirics of economic growth, The Quarterly Journal of Economics, mai 1992, p. 407 (1992).

Mohamed, Hamza, Gunning down the taxmen of Somalia, Al Jazeera, 20 octobre 2014. Disponible à l'adresse : www.aljazeera.com/indepth/features/2014/10/gunning-down-taxmen-somalia-2014102052539346950.html.

Njagi, Kagundu, Kenyan illegal loggers switch to Al Shabaab's charcoal racket, The East African, 26 avril 2014. Disponible à l'adresse : www.theeastafrican.co.ke/news/Kenyan-illegal-loggers-/-/2558/2294160/-/7y5w2x/-/index.html.

OCDE, Base de données statistiques de l'OCDE (OECD.Stat) (2016). Disponible à l'adresse <http://stats.oecd.org/>. Consultée le 2 juin 2016.

PNUD, Somalia Human Development Report 2012: Empowering Youth for Peace and Development (2012).

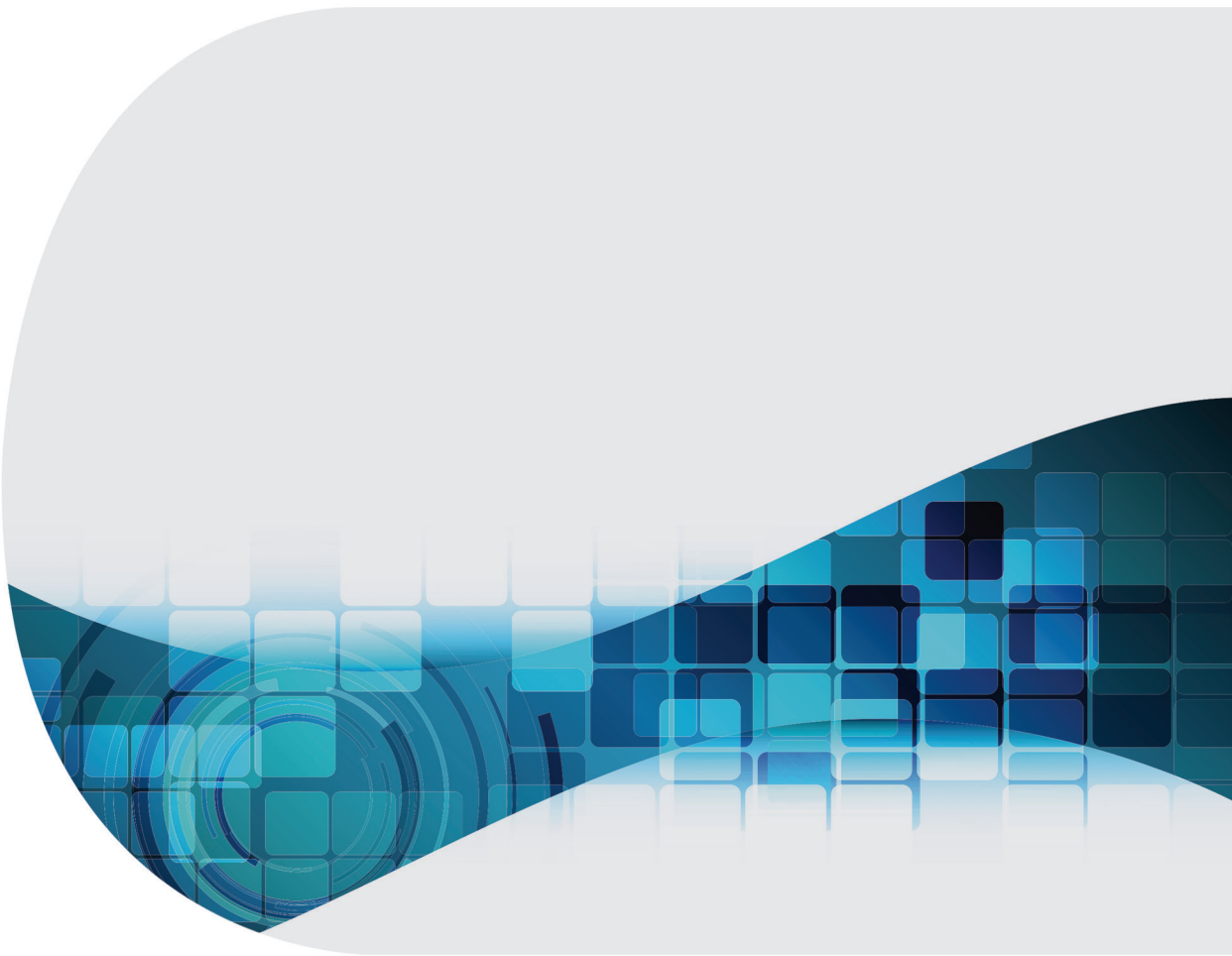
Somalie (Gouvernement fédéral), Economic Recovery Plan 2014-2015 (Mogadiscio, 2013).

Somalie (Gouvernement fédéral) et FNUAP, Population Estimation Survey 2014 for the 18 Pre-War Regions of Somalia (2014).

UIP, Les femmes dans les parlements nationaux – État de la situation au 1er avril 2016 (2016). Disponible à l'adresse : www.ipu.org/wmn-f/arc/classif010416.htm . Consultée le 17 mai 2016.

USAID, Assessment Report: Somalia Economic Growth Strategic Assessment (Washington, 2014).

Wilson, Timothy, Economic recovery in Somalia. *Bildhaan: An International Journal of Somali Studies*, vol. 15, p. 46 (2015).



UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

ISBN 978-99944-70-10-5

